

Face à une « direction totalement déconnectée » selon la CFDT, la grève continue chez Bibus à Brest



Chez Bibus, le reliquat de congés a explosé. À Brest, il s'avère très compliqué pour les conducteurs de se mettre au repos d'après le syndicat CFDT. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Chez Bibus, le réseau de transports brestois géré par RD Brest, filiale du groupe RATP Dev, la grève rentre dans sa 4^e semaine. Le syndicat CFDT dénonce la dégradation des conditions de travail et une « direction totalement déconnectée du terrain ». À quand la sortie de crise ? Entretien avec les représentants du personnel, Luc Daniel et Sébastien Pellenec de la CFDT-Bibus.

Chez Bibus, le reliquat de congés a explosé. À Brest, il s'avère très compliqué pour les conducteurs de se mettre au repos d'après le syndicat CFDT. | ARCHIVES OUEST-FRANCE
Chez Bibus, le réseau de transports brestois géré et exploité par RD Brest, filiale du groupe RATP Dev, la grève, lancée le 25 avril 2025, rentre dans sa quatrième semaine. En négociations avec sa direction, le syndicat CFDT dénonce la dégradation des conditions de travail. Dans cette entreprise qui emploie 491 salariés pour un chiffre d'affaires de 48 M€. À quand la sortie de crise ? Entretien avec les représentants du personnel, Luc Daniel et Sébastien Pellenec de la CFDT-Bibus.

Pourquoi est-ce déjà la 4^e semaine de grève ?

Parce que la direction revient sans cesse sur ses engagements. Et que nous avons dû attendre le retour de vacances de notre interlocuteur, le RH régional, avec lequel nous préférons désormais dialoguer pour écrire la sortie de crise. Avec le directeur général de RD Brest, Philippe Ratto, c'est devenu trop compliqué.

Que négociez-vous ?

Force de propositions, nous avons sur la table des négociations, qui comprend douze points, un très gros projet d'entreprise, la répartition des tâches. Avec cette possibilité de se diversifier en faisant d'autres métiers en alternance. Lancé depuis 2022, ce projet n'a pas avancé. Il y a aussi, le problème des congés des conducteurs pour lesquels il s'avère très compliqué de se mettre au repos. Le reliquat de congés a explosé. Conséquence : l'absentéisme a augmenté. On a aussi sur la table les recrutements, les moyens humains et financiers, la pénibilité de notre travail, la reconnaissance salariale. Sans oublier cette longue période de travaux qui pèse depuis deux ans et demi sur les femmes et les hommes. Un cocktail chargé. En un an de discussions, aucun sujet n'a avancé. D'où le conflit.

Vous reprochez à votre direction, RD Brest, filiale du groupe RATP Dev, d'être « trop parisienne ». Pourquoi ?

À cause d'une méconnaissance totale des réalités brestoises, notre direction est devenue totalement déconnectée du terrain. Et surtout, de l'écosystème brestois, un collectif historique qui fonctionnait bien mieux que ce management parisien. On fait face à une politique de groupe, décidée à Paris par Jean Castex qui n'a de cesse de dénoncer l'absentéisme au travail. À Brest, privés de marge de manœuvre, ils appliquent ce que la direction nationale leur demande d'appliquer.

C'est la raison pour laquelle vous revenez sur la tragédie de 2022, le suicide de votre collègue Didier Cabon ?

Son suicide a été reconnu comme accident du travail. Depuis, l'entreprise se prend, par an, près de 500 000 € d'amende par la Carsat, la Caisse de santé au travail, qui a exigé des améliorations. À l'époque, on nous avait assuré qu'il y aurait un avant et un après. Aujourd'hui, le constat est amer. Cette histoire brestoise n'est pas prise en considération. Le fort taux d'absentéisme actuel découle en grande partie de cet événement traumatisant. Nous avons des collègues qui souffrent encore de stress post-traumatique (TSPT) après le suicide. On nous reproche cet absentéisme. Pour nous, c'est la double peine. Aucune leçon n'a été retenue. Les dysfonctionnements qui ont poussé notre collègue au suicide continuent. On a encore l'exemple d'un collègue en « burn-out » après un accident du travail, une agression. Pourtant victime, il s'est senti abandonné par l'entreprise. Il n'arrive pas à s'en remettre.

Vous évoquez un mépris de la direction, un « jugement de valeur » sur une partie des salariés...

Oui, la direction nous infantilise, en imposant des systèmes de notation et des contrôles, en insinuant un manque d'hygiène des conducteurs. Pas du tout anodine, cette note de service sur la tenue et la propreté des conducteurs exclusivement a mis le feu aux poudres. Cette colère n'est pas encore retombée. D'autant plus que l'on doit bosser avec de vieux coucous, sur des chaussées défoncées...

(Pour « laisser place au dialogue social », la direction n'a « pas souhaité réagir pour le moment »).